

◀ De la maternelle à l'université ▶

Toutes et tous ensemble dans l'action le 3 mai

1^{er} degré : Fermeture de classe, postes supprimés

Baisse des postes ouverts au concours de recrutement, fermetures de classe, hausse des effectifs dans les écoles non-REP, multiplication des classes à multi-niveaux non-choisis et à effectifs pléthoriques dans les écoles rurales. Dans le 1^{er} degré, les effets d'annonce sur la maternelle ou les CP à 12 ne suffisent pas à cacher les conditions de travail qui se dégradent. De nombreux départements perdent des postes.

2nd degré : On brade

Alors qu'en collège la réforme du lycée est appliquée dans la douleur, le ministre est en train de mener à marche forcée une réforme du bac et du lycée qui doit entrer en vigueur dès septembre 2018. Sans aucune concertation avec les équipes enseignant-e-s, cette réforme est menée sans tenir compte des avis du Conseil supérieur de l'éducation et selon un calendrier établi en dépit du bon sens. De plus, les nouveaux horaires prévus ne sont pas financés dans les DHG et les établissements sont contraints d'utiliser leurs marges. Surtout, cette réforme va aggraver les mécanismes de sélection sociale en créant des lycées spécialisés dans certains couples de majeurs. Ce n'est pas la fin des filières mais bien la multiplication des filières pour en affiner la hiérarchie.

Dans le même temps, le lycée professionnel est tenu à l'écart : le ministre s'apprête à l'attaquer à part. Bien que le ministère repousse sans cesse les annonces, les pistes discutées actuellement suite à la présentation du rapport Marcon/Calvez laissent entrevoir un lycée professionnel réduit au rôle de sas vers l'apprentissage.

La baisse des DHG des SEP et LP pour l'an prochain ne ment pas. Les « *Harvard du professionnel* » seront plutôt *cheap*.

Supérieur : une réforme en ORE

Dans le supérieur, la mise en place de la sélection à l'entrée de la licence se met en place dès cette année. C'est une véritable rupture, au détriment des élèves issu-e-s des milieux les plus populaires. Étudiant-e-s et personnels ne s'y sont pas trompé-e-s et les mobilisations se développent. Les seules réponses apportées par le gouvernement consistent en des interventions policières sur les campus.

Fonction publique : vers la régression

Généralisation du recours aux contractuel-le-s, du salaire au mérite, abandon de certaines missions au privé, plan de départ volontaire, suppression de 120 000 postes, remise en cause du statut, suppression des CHSCT... Ce sont de rudes coups que le gouvernement veut porter aux fonctionnaires et au service public.

Il est temps de riposter toutes et tous ensemble. SUD éducation appelle avec la CGT éduc'action, le SNES-FSU et le SNEP-FSU à la grève le 3 mai. Cette journée sera également une journée de grève des cheminotes et cheminots mobilisé-e-s pour la défense de leur statut et du service public. Construisons-les convergences !